

Vincas KRÉVÉ (1882 – 1954)

(écrivain lituanien, consul de Lituanie en Azerbaïdjan en 1919-1920)

LES BOLCHEVIKS

Le coup de force de 1920 vu par le consul lituanien

En 2015 tombera le triste 95^e anniversaire des événements tragiques de Bakou, quand le 28 avril 1920 la XI^e Armée rouge de la Russie bolchévique, avec le soutien de formations arméniennes, s'attaqua à l'État azerbaïdjanais indépendant. Cette action délibérée entraîna le renversement du Parlement et du gouvernement national légitime de l'Azerbaïdjan, l'occupation de tout le pays. C'est ainsi que fut imposé à l'Azerbaïdjan, à la force des baïonnettes, le régime bolchévique, avec ses «comités révolutionnaires», ses «commissaires du peuple» et ses «tribunaux populaires».

Des centaines d'analyses, de nombreux livres d'histoire et monographies scientifiques ont été consacrés à ce coup de force. Par contre, les témoignages «sur le vif» sont relativement rares. L'un des rares existants est un document dû au premier consul de Lituanie en Azerbaïdjan, Vincas Krévė-Mickevičius (1882 – 1954), prosateur et dramaturge représentant de la littérature lituanienne, premier président de l'Académie des Sciences de Lituanie.

Vincas Krévė avait travaillé de 1909 à 1920 comme professeur de langue et de littérature russes au Lycée N° 1 de Bakou. Il prit également dans la même période une part active à la vie sociale, politique et culturelle de la ville. Il fut l'un des animateurs de l'Université populaire de Bakou, créée en 1912. En tant que représentant du comité de ville du parti socialiste-révolutionnaire, il fut élu en octobre 1917 conseiller municipal de Bakou.

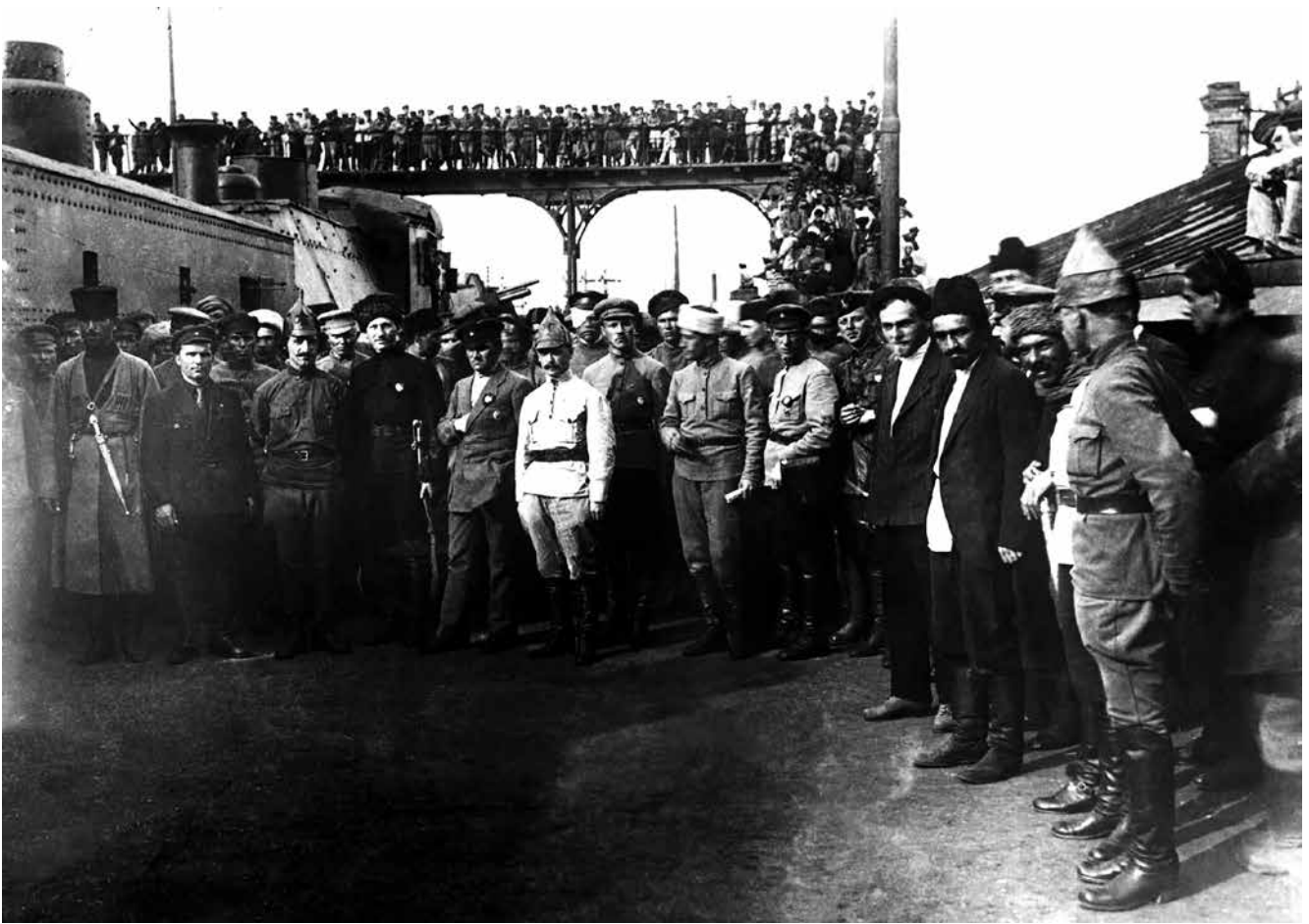
L'apport de V. Krévė au développement et à l'élargissement des relations littéraires et culturelles lituano-azerbaïdjanais, ainsi que des contacts politiques entre les deux pays, fut considérable. En Azerbaïdjan, V. Krévė était connu sous le nom russifié de Vikenti Iosifovitch Mitskevitch. Krévė était son nom de plume, et son patronyme était en réalité Mickiavičius.

En 1919-1920 V. Krévė se préoccupa de diplomatie et fut le premier consul de l'État lituanien indépendant en République Démocratique d'Azerbaïdjan; il joua ainsi un rôle important dans l'établissement de relations étatiques entre les deux républiques indépendantes de Lituanie et d'Azerbaïdjan.

Au printemps 1920 V. Krévė assista depuis Bakou à l'invasion de l'Azerbaïdjan par les bolcheviks et au renversement du Gouvernement national par les armes dans la nuit du 27 au 28 avril. Il vit alors avec quelles ruses et quelle hypocrisie la Russie bolchévique déguisa son agression contre un État souverain, à quels subterfuges recoururent les bolcheviks, étape après étape, pour chasser le Gouvernement national et s'emparer du pouvoir, par quels procédés ils mirent en place un Comité révolutionnaire investi de l'autorité législative et exécutive suprême, et constituèrent un gouvernement fantoche intitulé Conseil des Commissaires du Peuple de la République Socialiste Soviétique d'Azerbaïdjan. En ces mois tragiques, V. Krévė observa le cœur serré la brutalité du nouveau pouvoir, qui réprimait impitoyablement les moindres velléités de résistance, nationalisait sans répit l'ensemble de l'économie et du système financier, spoliait les simples gens, même étrangers à toute politique, des biens qu'ils avaient mis des années à accumuler, s'employait à confisquer toutes les richesses privées et publiques, réquisitionnait les logements privés et autres propriétés immobilières intéressantes, procédait à des arrestations massives. Dans son essai documentaire politique intitulé «Les Bolcheviks», il dépeignit, autant que possible «à chaud», les événements funestes d'alors et tout ce terrible cauchemar.

Dans «Les Bolcheviks» V. Krévė ne se contente pas de décrire les répressions appliquées après l'occupation de l'Azerbaïdjan par les autorités communistes déchaînées.

Le commandement de la XI^e Armée rouge dans la gare de Bakou. Mai 1920. Au fond, un train blindé de l'armée rouge



Il relate scrupuleusement les événements qui précéderent le coup de force d'avril 1920. Pour l'Azerbaïdjan indépendant, le premier tiers de l'année 1920 fut, dans le domaine de la politique extérieure et des relations d'État à État avec leur voisin du Nord – la Russie soviétique –, une série ininterrompue de tracasseries qui déstabilisèrent la société politique et débouchèrent finalement sur la tragédie du 28 avril. Et l'écrivain trace, trait à trait, le tableau poignant des différentes étapes de l'occupation, à partir de janvier 1920; il décrit les actions militaires des bolcheviks, comment, sous prétexte de lutter contre l'Armée des Volontaires du général Denikine (1872-1947) dans le sud de la Russie, au voisinage immédiat de la frontière nord de l'Azerbaïdjan, ils préparèrent une base de départ pour l'invasion par l'armée rouge de l'État voisin souverain dans le but de s'emparer des champs de pétrole de Bakou.

Dans son essai, l'auteur ne se contente pas de décrire, il analyse aussi l'enchaînement des faits et des événements de la vie politique de l'Azerbaïdjan, en les accompagnants en général de commentaires personnels. Il fait ressortir plusieurs des principales causes qui ont

entraîné la destruction par les bolcheviks de l'Azerbaïdjan indépendant.

Sa remarquable connaissance de la situation politique, économique et militaire tant en Azerbaïdjan qu'en Russie soviétique, son souci de la vérité historique, son exactitude scrupuleuse dans l'exposé des faits et, en même temps, la qualité littéraire et l'habillage de son texte ont permis à V. Krévé de créer une œuvre qui se reçoit comme un document d'histoire et qui met le lecteur en mesure de plonger dans l'atmosphère de l'effroyable période historique concernée. L'écrivain analyse de l'intérieur les forces hostiles à l'Azerbaïdjan indépendant dans toute leur perfidie et leur imprévisibilité. Il dénonce la nature réactionnaire du bolchévisme, sa haine implacable pour tous ceux qui ne pensent pas comme lui.

V. Krévé, à la suite de l'occupation bolchévique de l'Azerbaïdjan, revint en Lituanie durant l'été 1920. Pratiquement, il a rédigé «Les Bolcheviks» durant son voyage de retour dans son pays. Et c'est presque tout de suite après – au tout début août 1920, dans les N^o 34, 35, 36 du journal *Tauta* («Le peuple») – qu'il le publia.

Le texte des «Bolcheviks», qui traite d'événements

très localisés géographiquement, n'en a pas moins une portée beaucoup plus large. On y voit paraître le vif désir de Krévé d'anticiper sur l'avenir de la Lituanie, compte tenu de sa situation extrêmement complexe. Et c'est ce qui explique l'importance et l'actualité politique de ce document pour la Lituanie en 1920. Le journal *Tauta* (août 1920, N° 36), dans sa rubrique des nouvelles politiques, se référant au texte de V. Krévé et soulignant la vulnérabilité des situations politiques dans les deux pays et la similitude des méthodes révolutionnaires usitées ici et là par les bolcheviks, évoquait ainsi les événements en cours à Vilnius après que la ville fut libérée des légionnaires polonais par les bolcheviks.

«Le gouvernement bolchévique de Vilnius se comporte avec la même férocité que dans le récit de V. Krévé sur l'Azerbaïdjan. Ici ils promettent soi-disant de ne pas s'immiscer dans les affaires du gouvernement civil que les Lituaniens s'occupent de mettre en place et de respecter l'indépendance reconnue par le traité de paix. Ils n'en continuent pas moins à agir à leur guise. Il y a ce que dit Moscou, et il y a ce que font ses hommes à Vilnius. Les bolcheviks n'hésitent pas à déclarer que, s'il y avait des choses à récupérer, ils rameraient tout: pianos, meubles, imprimeries, fabriques... En outre, ils considèrent comme allant parfaitement de soi le déploiement d'une propagande acharnée contre l'indépendance de la Lituanie et ses autorités. Ils donnent instruction aux messieurs de Kaunas de préparer un bain de sang et d'instaurer une République soviétique, comme celle qu'ils ont proclamée sous le nom de République Soviétique de Lit-Bel (Lituanie-Biélorussie).»

«Ils promettent d'évacuer Vilnius d'ici le 1^{er} septembre 1920, mais ils n'ont aucunement dans l'idée d'en retirer leurs agitateurs, car, disent-ils, l'agitation est le devoir immédiat des bolcheviks. (...)

«Les bolcheviks ne font aucune différence entre possessions publiques et privées, cela n'a pour eux aucune espèce d'importance: ils accaparent. En plus, ils décrètent la mobilisation militaire, la réforme agraire, etc. Et par dessus le marché, quand ils arrêtent des innocents, ils disent qu'ainsi ils créent un nouveau régime...»

Après sa première publication en 1920 le texte de V. Krévé n'a jamais été repris jusqu'en 2007. À l'initiative de l'auteur de ces lignes et avec le concours du responsable du musée-mémorial V. Krévé de Vilnius, Validas Turčinaičius, l'essai est sorti le 5 novembre 2007 en lituanien dans le journal *Lietuvos aidas* («L'écho de la Lituanie») et le public a donc pu de nouveau en prendre connaissance.

Jusqu'en 2010 l'essai «Les Bolcheviks» n'avait été tra-

duit en aucune langue. En 2007-2010, nous l'avons traduit en russe et en azerbaïdjanais pour en assurer une plus large diffusion.

Vous pourrez ainsi découvrir les événements tragiques survenus à Bakou il y a 95 ans par les yeux du consul lituanien et écrivain V. Krévé. Nous espérons que cela vous permettra d'apercevoir la réalité du coup de force de 1920 en Azerbaïdjan, cette fois-ci du point de vue d'un témoin privilégié.

1. Des actes et non des paroles

Nos voisins, et les plus puissants de tous, sont au jour d'aujourd'hui les bolcheviks russes (note 1). Pour savoir comment nous comporter avec eux, nous devons apprendre à bien les connaître, à les juger non à leurs paroles, non à leurs discours, mais uniquement à leurs actes. Nous sommes actuellement dans la même situation où se trouvaient précédemment les républiques transcaucasiennes. Pour saisir ce que sont les bolcheviks, quelle est leur tactique, quels sont leurs façons de procéder, ce à quoi nous pouvons nous attendre de leur part, si nous pouvons en attendre du bon ou du mauvais, il ne sera pas inutile de nous informer sur leur comportement en Transcaucasie.

Après la défaite de l'Armée des Volontaires de Denikine, c'est la République Démocratique d'Azerbaïdjan qui se retrouva au voisinage de l'État bolchévique des Russes. La République Démocratique d'Azerbaïdjan apparut à peu près au même moment que la Lituanie. Elle fut créée par les Allemands et les Turcs en septembre 1918, une fois les bolcheviks chassés de Bakou. Elle était semblable à toutes les républiques: elle avait un Parlement, des ministères, assez de pain pour rassasier sa population, ses magasins regorgeaient de marchandises relativement abordables. On pouvait vivre. Évidemment, en Azerbaïdjan comme partout, la majorité était mécontente de son sort. Tout le monde pensait que si les autorités procédaient autrement, ça pourrait aller mieux. Une livre de pain noir coûtait 6 roubles, et de pain blanc, 8-9 roubles; les gens estimaient que cela pourrait être encore mieux si les autorités étaient plus souples. La livre de viande était à 20-30 roubles. Les gens grognaient, pensant que la vie serait moins chère si le pouvoir combattait plus sévèrement les trafics, et ainsi de suite. Ce mécontentement était d'autant plus fort qu'on manquait terriblement en Azerbaïdjan d'intellectuels d'un bon niveau. Dans toutes les administrations on faisait usage de la langue russe; c'étaient les anciens

fonctionnaires russes qui demeuraient en poste. C'est seulement au ministère de l'Intérieur, dans l'armée et dans les services du Parlement qu'une tentative fut faite d'y introduire la langue tatare (*l'azerbaïdjanais* – M.G.¹). Ainsi, l'ensemble de la fonction publique était aux mains des Russes: cependant, comme il était naturel, les postes les plus élevés étaient occupés par des intellectuels tatars (*azerbaïdjanais*), ce qui accroissait le sentiment de frustration des Russes. À dire vrai, ceux-ci n'avaient jamais aimé l'Azerbaïdjan. D'abord ils espèrent la venue de Denikine, puis, quand les forces des Volontaires se désagrègèrent, ils se tournèrent vers les bolcheviks.

Beaucoup de gens laissaient entendre que les bolcheviks, désormais, n'étaient plus ce qu'ils avaient été, qu'ils avaient appris à travailler, qu'il n'y avait plus chez eux de terreur, qu'ils ne brimaient plus les intellectuels, qu'ils ne sévissaient que contre les trafiquants, qu'ils feraient baisser les prix, que la vie serait plus facile. Les Russes se disaient que c'était un pouvoir russe. Les ouvriers, les attendaient parce qu'ils s'imaginaient que c'était un pouvoir ouvrier. Les simples citoyens se disaient, perplexes, que, comme l'expriment les Ukrainiens «pire ou pas, au moins ça changera.»

À dire vrai, la majorité des Tatars les attendaient eux aussi, surtout que les agents bolchéviques leur faisaient inlassablement miroiter que les bolcheviks ne toucheraient pas à l'indépendance de l'Azerbaïdjan, ni au mode de vie du peuple; les bolcheviks, d'après eux, n'avaient besoin de l'Azerbaïdjan que comme d'une porte vers l'Orient, en particulier vers la Turquie, qu'ils s'emploieraient à sauver.

Les intellectuels, qui détenaient le pouvoir et qui ne faisaient pas confiance à ces déclarations des bolcheviks, redoutaient qu'en se dressant ainsi contre les Russes, ils détruisent aussi bien le peuple que l'État. Étant donné que les agents de l'Entente et, tout particulièrement, les établissements anglais, n'utilisaient les richesses de l'Azerbaïdjan que dans leur propre intérêt, qu'ils ne faisaient que du mal et qu'ils avaient souvent montré qu'on n'avait à attendre de leur part aucune aide, le pouvoir, lui aussi, hésitait. C'est ainsi que ces intellectuels furent conduits à chercher des contacts avec les Russes. Ils envoyèrent à Moscou des délégations, engagèrent des négociations sur l'état des relations, sur le commerce, sur l'expédition en Russie de carburants et huiles de graissage, de coton, de cuir, de laine et d'autres marchandises



Troupes bolchéviques dans les rues de Bakou

que l'Azerbaïdjan possédait en abondance et qu'il n'était pas en état d'utiliser.

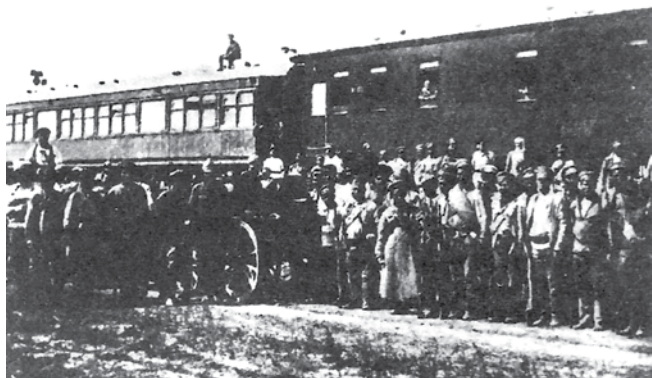
Tandis que se déroulaient ces pourparlers, des forces bolchéviques toujours plus importantes se rassemblaient à Petrovsk (note 2), près de la frontière nord de l'Azerbaïdjan. Les autorités azerbaïdjanaises commencèrent à s'inquiéter et demandèrent officiellement à Moscou ce que cela signifiait. Moscou répondit qu'elle n'avait nullement l'intention d'attenter à l'indépendance de l'Azerbaïdjan, reconnue par elle, qu'elle ne nourrissait aucune arrière-pensée; la plus grande partie de ces troupes n'était là que pour poursuivre les éléments de l'Armée des Volontaires. Dès qu'elles seraient libérées de ce souci, elles n'auraient plus d'objectifs stratégiques et elles seraient retirées. Désormais, la Russie n'envisageait plus de faire la guerre à qui que ce soit, elle voulait seulement rétablir l'ordre à l'intérieur, s'entendre avec ses voisins, établir avec eux de bonnes relations et vivre avec eux en bon voisinage, cherchant uniquement la prospérité de leur peuple et comprenant que le but est de fortifier ces relations.

Les dirigeants azerbaïdjanais se satisfirent pleinement de cette réponse et personne ne prêta attention aux rares mises en garde qui s'élevaient.

Se produisit alors un fait qui les prit de court. À l'approche de la fin des négociations, les bolcheviks occupèrent la gare de Yalama, située à la frontière même de l'Azerbaïdjan.

Les dirigeants azerbaïdjanais, qui avaient choisi de faire confiance aux bolcheviks, n'étaient nullement préparés à se battre, et comme toutes leurs forces militaires étaient dirigées vers la frontière avec l'Arménie, ils

1 Ici et dans la suite le terme de «tatar» signifie «azerbaïdjanais», étant donné qu'à l'intérieur de l'ancien Empire russe les Azerbaïdjanais étaient appelés «Tatars de Transcaucasie». (N.d.E.)



Troupes bolchéviques dans la gare de Bakou

décidèrent de sonder les intentions de Moscou et envoyèrent une délégation au commandant des troupes bolchéviques.

Celui-ci répondit que des bruits couraient selon lesquels l'Azerbaïdjan s'apprêtait à attaquer les Russes et envisageaient de faire appel à l'aide des Anglais.

C'est donc pour des raisons stratégiques qu'il avait jugé nécessaire d'occuper Yalama, d'où il se retirerait dès que ces bruits seraient dissipés.

La délégation n'avait pas regagné Bakou que la nouvelle parvint qu'un train blindé bolchévique avait déjà occupé Derbent, à quatre heures de route de la capitale.

Et aucune réponse ne parvenait de Moscou.

Furent envoyées pour barrer la route de Bakou les forces alors disponibles: le quatrième régiment, un bataillon du deuxième et un faible détachement de francs-tireurs.

Ces troupes étaient commandées par des officiers turcs déjà gagnés aux bolcheviks. Une partie d'entre eux rejoignit ces derniers, les autres se dispersèrent, et ce n'est qu'un faible détachement qui se replia sur la gare de Baladjary, à trente kilomètres de Bakou.

Les bolcheviks trouvèrent la route de Bakou ouverte.

2. D'un côté on mène des pourparlers, et de l'autre on emprisonne

C'est alors qu'en ville les bolcheviks passèrent à l'action. Le comité révolutionnaire qui fut formé diffusa des tracts réclamant que lui soit remis le pouvoir, car seuls les bolcheviks, disaient-ils, étaient en mesure de trouver un accord avec le pouvoir soviétique russe, de contenir l'armée rouge russe, de l'empêcher de marcher contre l'Azerbaïdjan et d'empêcher Moscou de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays. D'autres tracts énumé-

raient toutes les erreurs et mécomptes du pouvoir en place, qui était accablé de critiques.

C'est dans une situation aussi difficile que fut convoqué le Parlement. Parmi ses membres se manifestèrent aussitôt des bolcheviks qui exigeaient que le Parlement leur remette le pouvoir et se saborde. Eux créeraient dès lors le pouvoir soviétique. À leur avis, il ne servirait à rien de lutter, car l'Azerbaïdjan ne pourrait arrêter l'armée rouge russe en marche vers Bakou; cela entraînerait des pertes humaines inutiles, des dégâts matériels et la disparition de l'Azerbaïdjan en tant qu'État distinct.

Des avis opposés réclamaient de lutter jusqu'au bout, de rétablir la paix avec l'Arménie, mais pas avec les bolcheviks, et de demander l'aide de la Géorgie.

Les discussions traînèrent en longueur. Vers minuit on entendit des tirs d'artillerie. C'était le train blindé bolchévique qui approchait de Baladjary et bombardait la gare .

Ces tirs avaient une signification bien précise: vingt minutes ne s'étaient pas écoulées que le président de la section bolchévique locale Gousseïnov (note 3) vint à la réunion du Parlement et lui présenta un ultimatum: si, dans les vingt minutes, le Parlement ne se dessaisissait pas du pouvoir en faveur des bolcheviks, les canons de la flotte ouvriraient le feu sur le bâtiment où se tenait la séance.

Effectivement, on apprit aussitôt que la flotte, commandée par l'officier turc Ildirim-pacha (note 4) avait hissé le drapeau rouge et était passée du côté des bolcheviks.

Il ne restait plus au Parlement qu'à se séparer, et c'est ce qu'il fit.

Le président du Parlement et plusieurs ministres eurent le temps de fuir Bakou en voiture et de parvenir à Tiflis; les autres furent arrêtés le lendemain.

La ville, en se réveillant le jour d'après s'aperçut que c'étaient les bolcheviks qui faisaient la loi. Partout flottaient des étendards rouges, quantité de tracts étaient distribués; des voitures sillonnaient la ville avec à leur bord des commissaires et des ouvriers armés jusqu'aux dents.

Ça et là se rassemblaient des groupes de jeunes, des ouvriers; des autos blindées circulaient. Mais on ne voyait pas encore de troupes. Elles n'envahirent la ville que le lendemain.

La première démarche du comité révolutionnaire formé de bolcheviks tatars, fut d'envoyer à Lénine à Moscou un télégramme dans lequel ils prétendaient que la population locale s'était emparé du pouvoir sans résistance et reconnaissait Lénine et Trotski comme ses chefs. Comme il y avait un risque que la contre-révolu-

tion relève la tête dans l'Azerbaïdjan rouge, ils appelaient l'armée rouge fraternelle des Russes, qui jusqu'à présent luttait pour la liberté et le bonheur de tous les travailleurs, à venir en Azerbaïdjan pour les aider à tordre le cou à l'hydre de la contre-révolution.

Le télégramme partit alors que les troupes russes avaient déjà renversé les autorités locales, mais Moscou en avait besoin d'un point de vue diplomatique, afin de montrer au monde entier que les bolcheviks russes n'étaient venus à Bakou qu'à l'appel de la population locale et des ouvriers.

Le même jour furent arrêtés les chefs des missions de Pologne, d'Angleterre, de France, de Géorgie et d'Italie, qui ne s'attendaient pas à de tels actes des bolcheviks et n'avaient pas eu le temps de quitter Bakou. Les bolcheviks voulaient aussi arrêter le représentant lituanien, mais il s'était caché et ils ne purent le retrouver. Avant la fin de la journée furent arrêtées des personnalités russes, juives et arméniennes, ainsi que les membres et présidents de différents comités nationaux. Tel fut aussi le sort des socialistes révolutionnaires et de toute la rédaction de leur journal «Drapeau du travail», en dépit du fait qu'ils avaient reconnu depuis longtemps le régime soviétique et qu'ils ne cachaient pas qu'ils voulaient que s'instaure le même en Azerbaïdjan. Des arrestations frappèrent également des sociaux-démocrates en vue.

Une «Tcheka» formée de gamins de 18-20 ans, voire plus jeunes, attrapait tous ceux qu'elle pouvait et les fourrait en prison.

Ce fut la seule façon dont se manifesta en cette première journée le pouvoir révolutionnaire.

Pour ces raisons, les foules qui envahirent les rues et les places dans la journée et les jours suivants se tinrent calmes. Je ne me tromperai pas en disant que beaucoup étaient même plutôt contents de ce changement; c'était même le cas de commerçants et d'industriels, qui escomptaient que l'instauration de relations avec les Russes faciliterait le redémarrage de la production.

Les Tatars n'avaient pas de raison de s'inquiéter, car les appels du comité révolutionnaire étaient rédigés au nom des seuls commissaires tatars. Ils ignoraient encore qu'une bonne moitié des signataires des appels étaient alors absents de Bakou.

L'ordre public n'a été troublé ni ce jour-là, ni les suivants. Personne ne prévoyait de bouleversement de son mode de vie.

Les fonctionnaires des administrations publiques et sectorielles avaient reçu instruction de rester à leur poste et de continuer leur travail.

Au même moment se constitua à Tiflis un nouveau pouvoir antibolchévique ou, plus exactement, se rassemblèrent des membres de l'ancienne équipe qui avaient réussi à s'échapper de Bakou et à éviter la capture par les bolcheviks. C'est de leur part que fut expédiée à Moscou une protestation disant qu'ils étaient déçus des actions de Moscou et se sentaient floués. Une protestation parvint également en provenance des autorités géorgiennes. Ils s'élevaient contre le fait que, sans déclaration de guerre, les bolcheviks avaient interpellé à Bakou leurs représentants, qu'ils avaient bloqué des trains et s'étaient emparés de locomotives géorgiennes sur le territoire de l'Azerbaïdjan.

Moscou répondit aussitôt à ces protestations. Elle objecta aux membres des anciennes autorités azerbaïdjanaises regroupés à Tiflis que le pouvoir soviétique de Moscou ne s'était jamais ingéré dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan indépendant. Elle n'était pour rien dans le fait que le peuple azerbaïdjanais s'était soulevé pour détruire un pouvoir qui ne lui convenait pas et instaurer un ordre et un régime conforme à ses désirs. Que, donc, le pouvoir soviétique de Moscou n'ait trompé personne ni arrêté les négociations, qu'il poursuivait avec les représentants du nouveau pouvoir. Simplement, dans la crainte que lors de luttes intestines puissent être détruites des richesses appartenant au peuple et qui avaient une grande importance pour la reconstruction de la Russie, elle y avait envoyé des troupes à la demande du peuple même de l'Azerbaïdjan; mais ces forces n'avaient pas pour mission de s'ingérer dans ses affaires intérieures et d'y instaurer un ordre nouveau, mais seulement de protéger ce qui avait une grande importance pour l'Azerbaïdjan et la Russie, à savoir les richesses pétrolières.

Ainsi parlait le pouvoir soviétique au moment où la XI^e armée s'installait à Bakou et s'appropriait à marcher sur la Géorgie.

Ce dernier pays, sachant ce que valaient les assurances données par Moscou, avait beau se préparer sérieusement à la lutte, proclamer l'état de guerre et la mobilisation dans toute la Géorgie, faire sauter les ponts à la frontière et y masser des troupes, il n'aurait sûrement pas pu contenir la poussée des unités bolchéviques si ces dernières n'avaient dû faire face à un soulèvement des Tatars d'Azerbaïdjan et à une offensive polonaise.

3. Des préjugés bourgeois

Précédemment, le quatrième jour de mars, alors que se poursuivaient les pourparlers, le président du Comité

national russe de Bakou P-kin (note 5) avait reçu la visite de deux émissaires bolchéviques: l'officier turc Avchar-khan, qui commandait l'aviation azerbaïdjanaise, et une autre personne dont je ne me souviens pas du nom; ils voulaient savoir quel parti prendraient la communauté russe et le comité national russe en cas d'arrivée des bolcheviks à Bakou. Ils ne cachèrent pas que, d'une façon ou d'une autre, les bolcheviks prendraient Bakou avant le 1^{er} mai. P-kin leur promit qu'il ne leur donnerait une réponse qu'après un examen complet de la situation à la séance de la direction du comité, convoquée pour le 5 mars.

Il y fut décidé que: 1). puisque le pouvoir azerbaïdjanais s'employait de toutes ses forces à détruire l'influence russe dans ce pays, 2). que Bakou était indispensable pour la reconstruction de la Russie et que sans lui l'industrie de celle-ci ne pourrait se développer, il était souhaitable que les bolcheviks prennent la ville. 3). Étant donné que le pouvoir soviétique était le seul à faire preuve d'efficacité, le pouvoir russe cherchait à rattacher à la Russie toutes les régions frontalières qui s'étaient détachées d'elle et à y soutenir toutes les entreprises de Moscou, à poursuivre dans la mesure du possible son travail après l'arrivée des bolcheviks. 4) Et en attendant, il continuerait dans son journal quotidien *La voix de la Russie* à critiquer énergiquement le pouvoir azerbaïdjanais et à le déconsidérer aux yeux du peuple.

Cette décision fut remise au susdit Avchar-khan, et une copie en est conservée dans les archives du consulat de Lituanie à Bakou (note 6). Il convient de souligner que le comité national russe était composé entièrement de «cadets», c'est-à-dire de gens qui s'étaient clairement montrés des adversaires des bolcheviks. Il suffira de dire qu'après la venue des bolcheviks le président lui-même P-kin dut se cacher pour éviter d'être fusillé, et qu'un autre membre, l'amiral Léontovitch fut passé par les armes sur décision de la Tcheka. Il ne leur fut pas pardonné d'avoir œuvré précédemment en faveur de l'Armée des Volontaires.

Le travail des diplomates bolchéviques est illustré de façon éloquente par le fait que le 6 mars Dossier, un éminent spécialiste en matière de transport du pétrole (note 7), dûment mandaté, avait été dirigé de Moscou sur le Caucase. Il portait avec lui un projet élaboré de nationalisation de l'ensemble de l'industrie pétrolière. Il ne devait arriver à Bakou que le 4 mai.

Ces faits, de même que ceux qui ont été rapportés plus haut, font bien comprendre quelle politique suivait les bolcheviks et dans quelle mesure on pouvait se fier à leurs paroles, et non à leurs actes.

Quand je me trouvais à Moscou, j'ai eu l'occasion de rencontrer un Géorgien qui est actuellement commissaire en Transcaucasie et se trouvait de passage dans la «Moscou rouge», le «camarade» K-lakr. Je l'avais connu avant la guerre, nous avons travaillé ensemble. Nous parlâmes abondamment de la Transcaucasie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, et je lui demandai son opinion sur le traité de paix entre les bolcheviks et la Lituanie (note 8). Il me répondit à peu près ce qui suit: le situation de la Russie et du pouvoir des bolcheviks est incroyablement difficile et complexe. Ils sont souvent contraints d'accepter ce qu'ils ne veulent pas, autrement dit de conclure des «grands et petits traités de Brest-Litovsk», de façon à pouvoir souffler un peu. Mais les bolcheviks comprennent parfaitement que leur régime, leur pouvoir ne pourra se maintenir en Russie que si un régime analogue s'instaure dans d'autres pays européens plus riches et industriellement plus développés que la Russie. Faute de quoi ils périront, et la Russie avec eux, car ils ont éliminé tous les gens dangereux pour le régime bolchévique, mais qui étaient les meilleurs, la meilleure force de travail pour le régime bourgeois. Après restauration du régime bourgeois, il ne restera personne pour travailler utilement au profit de la renaissance du pays, car tous les bolcheviks qui se dépensent pour le régime actuel, seront inutiles et même nuisibles. Pour sauver le peuple russe, ils sont forcés de bander le plus possible leurs forces, de diffuser leurs idées dans toute l'Europe et partout où peut être instauré le pouvoir soviétique. Ils ne croient guère que le prolétariat d'Europe puisse l'emporter par ses seules forces, il a besoin d'une aide physique. La Lituanie et la Pologne offrent un étroit passage vers l'Europe. Triompher de la Pologne paraît douteux, mais la Lituanie, évidemment, ne pourra faire obstacle aux bolcheviks. Ceux-ci, bien sûr, n'enfreindront pas la paix conclue, mais qui peut leur interdire de mettre en place une «Lituanie soviétique indépendante» à Minsk ou en d'autres lieux baptisés également «lituaniens». Cette Lituanie soviétique, évidemment, engagera une lutte intestine contre la Lituanie blanche. Disposant manifestement de trop peu de forces, elle fera appel à des volontaires rouges pour venir aider le peuple ouvrier qui végète dans la Lituanie blanche soumise aux bourgeois, et il appartiendra au pouvoir soviétique de Moscou de faire en sorte qu'il ne manque ni volontaires, ni équipements pour la «Lituanie rouge indépendante».

Qui alors pourra accuser le pouvoir soviétique de Russie de s'immiscer dans les affaires intérieures du peuple lituanien?

Qui dans cette situation tirera son épingle du jeu, difficile d'en douter, quand on considère comment s'est comportée l'Entente en Transcaucasie. Elle a montré les dents jusqu'à l'apparition du premier soldat bolchévique. Mais ensuite, partout, à Achkhabad, à Petrovsk, à Bakou, à Enzeli, et même à Odessa et à Riga, elle s'est retirée, la queue entre les jambes. Elle a rembarqué ses troupes sur des bateaux ou des camions selon les cas et s'est repliée à l'abri de montagnes ou de fleuves, d'où elle a pu de nouveau faire étalage de sa puissance.

Je fis remarquer qu'une pareille désinvolture vis-à-vis de tous ceux avec qui elle voulait nouer des liens, risquait de lui faire perdre leur confiance.

Il m'adressa en réponse un sourire sarcastique: à son avis, en politique, personne ne fait confiance à personne, à moins qu'il n'y soit contraint. Il fait seulement semblant. Que peut faire d'autre la Lituanie aujourd'hui, si ce n'est de faire confiance? Bien sûr, puisqu'elle ne peut rien entreprendre d'autre, elle fera semblant de croire au traité...

Naturellement, il n'a fait qu'exprimer son avis, peut-être rien ne se produira de tout cela, et si cela doit se produire, ce ne sera ni maintenant, ni demain. Les bolcheviks doivent encore reprendre leur souffle, se rétablir.

Lorsque je lui ai indiqué qu'un tel machiavélisme ne convenait pas au prolétariat, il m'interrompt: les mots de «convient», «ne convient pas» ne sont que des préjugés bourgeois. Ceux qui combattent «à la vie, à la mort» ne sont pas tenus d'observer ces coutumes bourgeoises... (note 9) ◆

Notes

Note du traducteur de lituanien 1. Pour désigner la notion de «bolchevik», l'auteur emploie par endroits une expression lituanienne forgée de toutes pièces et sans équivalent en russe, dont le sens est proche de «majorité». En vue d'éviter les confusions dans la traduction russe, nous avons donné la préférence, dans la majorité des cas, au mot «bolchevik», comme plus proche de la réalité des choses.

Note du traducteur de lituanien 2. Le 14 mai 1921, sur décision du comité révolutionnaire du Daghestan, la ville de Petrovsk devint la capitale de la République Socialiste Soviétique autonome du Daghestan et prit le nom de Makhatchkala, en l'honneur du leader bolchévique Makhatch Dakhadaïev.

Note du traducteur de lituanien 3. Il s'agit ici du vice-président du comité révolutionnaire et premier Commissaire du peuple aux affaires étrangères de la



*Des navires de la Russie soviétique dans le port de Bakou.
Mai 1920*

RSS d'Azerbaïdjan Mirza Davoud Baguir ogli Gousseïnov (1894-1938).

Note du traducteur de lituanien 4. Il s'agit ici du premier Commissaire du peuple à la Guerre et à la Marine de la RSS d'Azerbaïdjan (28 avril 1920 - juin 1920) Tchinguiz Il-drim ogli Soultanov (1890-1938).

Note du traducteur de lituanien 5. Il s'agit ici du président du Conseil national russe de Bakou, chef de la section bakounaise du parti cadet de Russie, ancien député de la Douma municipale de Bakou Mikhaïl Florovitch Podchibaïev (1884-1963).

Note du traducteur de lituanien 6. Le consulat de Lituanie en Azerbaïdjan fut créé en mars 1919. Fonctionna jusqu'en août 1922.

Note du traducteur de lituanien 7. Il s'agit ici de Zinovi Nikolaïevitch Dossier (1882-1938), révolutionnaire, bolchevik, homme d'État soviétique. Président de Glavkoneft (1918-1922). Membre de la Commission suprême d'arbitrage auprès du Conseil du Travail et de la Défense, gérant de Neftesindikats (1922-1924). En 1938 arrêté dans le cadre des purges staliniennes, condamné sur de fausses accusations (art. 58, 1^{re} catégorie) et fusillé. Réhabilité en 1957.

Note du traducteur de lituanien 8. L'auteur fait ici allusion au traité de paix signé entre la Lituanie et la Russie soviétique le 12 juillet 1920.

Note du traducteur de lituanien 9. La traduction a été effectuée d'après le texte de l'article publié dans le journal lituanien *Tauta* («Le peuple») à Kaunas, en août 1920, N° 34, 35, 36.

Matériaux présentés par Mahir HAMZAYEV